

---

## Points clés

- La proposition russe d'un gel des arsenaux nucléaires pour un an risque d'exposer Moscou à des inspections renforcées et de fragiliser sa position dans les négociations pour la reconduction du traité New START.
  - La Russie doit faire de son avance en matière de missiles hypersoniques un atout dans les négociations sur les armes stratégiques conventionnelles et nucléaires.
  - Moscou n'envisage pas de recours massif aux armes chimiques. Produites et utilisées à petite échelle en dépit des conventions internationales, elles servent aujourd'hui ses objectifs de politique intérieure.
  - Les manœuvres *Kavkaz 2020* ont montré la capacité de la Russie à répondre aux menaces régionales par des opérations conjointes avec ses alliés.
- 

## Nucléaire et dissuasion

Pour A. Baklitski (*Pir-Center*, MGIMO), **la récente proposition russe d'un gel des arsenaux nucléaires (tactiques et stratégiques) pourrait être une ruse de Moscou** destinée à renforcer secrètement ses capacités nucléaires sans subir les conséquences d'un abandon américain du traité New START en février 2021. Cependant, il serait illusoire de penser que Washington accepterait une telle offre sans imposer des inspections approfondies. Par ailleurs, **cet assouplissement des exigences russes pourrait être interprété comme une acceptation des pressions américaines** et desservir Moscou dans les futures négociations sur la maîtrise des armements (*Kommersant*, 21 octobre 2020).

Pour V. Ermakov, expert du *Russian International Affairs Council*, **la Russie limitera probablement ses investissements dans sa triade nucléaire**, même en cas d'abandon du traité New START et d'accroissement du potentiel nucléaire américain. Il s'agira pour elle de **maintenir ses capacités de dissuasion sans grever le budget de l'armée**. Moscou optera selon toute vraisemblance pour une augmentation de la charge de ses missiles, mais ne se lancera pas dans une course effrénée à la production de ces derniers (*Vedomosti*, 24 septembre 2020).

D. Stefanovitch, expert au RIAC et à l'IMEMO, estime que **les missiles hypersoniques russes pourraient compenser la supériorité militaire américaine** : ils permettent de détruire massivement des cibles à l'échelle régionale et de « dégager la voie » pour l'emploi d'armes stratégiques. En outre, l'avance de la Russie dans ce domaine constitue un atout dans les négociations russo-américaines sur la stabilité stratégique. Moscou aurait tout intérêt à profiter de cet avantage pour initier un dialogue avec Washington sur la maîtrise des armements de précision conventionnels de longue portée (*Kommersant*, 29 septembre 2020).

Selon l'expert militaire (sans affiliation connue) P. Louzine, **rien n'indique que la Russie dispose d'armes chimiques destinées à une utilisation massive**. À la différence de l'époque soviétique, Moscou ne les envisage plus comme un outil de dissuasion. En revanche, la facilité et la discrétion de la production de ces armes dans de petits laboratoires impliquant un nombre limité de personnes en font un instrument de lutte contre les opposants politiques, sans contrevenir – du point de vue de Moscou – aux traités internationaux qui les régissent. En outre, les conséquences de leur utilisation en matière de politique étrangère, comme la mise en place de sanctions, semblent plutôt favoriser le rassemblement des élites autour du président (*Kommersant*, 29 septembre 2020).

## Outil militaire : capacités et modernisation

Pour D. Stefanovitch, de l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO), **les récentes manœuvres Kavkaz 2020 se sont caractérisées, sur le plan technique, par la démonstration de la mobilité des systèmes de missiles Iskander** (3 jours se sont écoulés entre le début de leur redéploiement depuis les régions de Krasnodar et d'Ossétie du Nord et les premiers tirs depuis le cosmodrome de Kapoustine Iar dans l'oblast d'Astrakhan). Sur le plan stratégique, elles ont révélé la capacité de la Russie à mener efficacement des opérations avec ses partenaires arméniens, bélarusses, chinois, iraniens, birmans et pakistanais. **Moscou semble désormais donner la priorité aux manœuvres conjointes dans un contexte**

---

## Points clés

- Lassé des problèmes de politique intérieure, qu'il délègue aux technocrates, V. Poutine ne semble s'intéresser qu'aux initiatives politico-militaires extérieures et aux innovations technologiques de pointe. De fait, le régime est incapable de répondre aux défis socioéconomiques qui le menacent.
- En institutionnalisant le Conseil d'État, Vladimir Poutine s'assure de disposer d'une structure loyale en cas de compétition entre les élites.
- Le directeur du SVR S. Narychkine apparaît comme une figure politique montante. Il pourrait être l'un des successeurs de V. Poutine.
- Tandis que Washington souhaite rétablir les sanctions onusiennes contre Téhéran, la Chine et la Russie pourraient coordonner leur coopération militaro-technique avec l'Iran et instaurer des sanctions économiques contre les États-Unis.
- Moscou doit affiner sa compréhension du contexte politique spécifique à chacun des pays de l'espace post-soviétique postsoviétiques pour élaborer à leur égard des stratégies appropriées qui serviront ses intérêts. En outre, il doit s'efforcer d'attirer une immigration qualifiée, plutôt que de contrôler des territoires hors de ses frontières.

d'instabilité régionale croissante (*Evrązia Ekspert*, 5 octobre 2020).

## Élites, processus décisionnels et évolution des institutions

Pour T. Stanovaia, de *R-Politik*, la réforme constitutionnelle ne renforcera pas les institutions russes. **La véritable évolution politique interne réside dans le processus d'éviction des « poids lourds » politiques au profit de jeunes technocrates, qui** permet à Vladimir Poutine de déléguer la gestion des affaires courantes aux « gestionnaires » et aux « gardiens » (*okhraniteli*). Dans les mois à venir, cette « technocratisation des élites » pourrait atteindre les structures auparavant intouchables, comme le ministère des Affaires étrangères ou le Service fédéral de sécurité (FSB). **En coulisses, le président s'entoure d'un nouveau cercle rajeuni : « entrepreneurs géopolitiques »** se substituant aux ministères de la Défense et des Affaires étrangères, **« entrepreneurs scientifiques »** promouvant leurs initiatives ambitieuses en matière d'intelligence artificielle, de nouvelles armes, de génétique et de biotechnologies. **Cette priorité donnée par le Kremlin aux « desseins supérieurs » au détriment des affaires courantes, et l'incapacité du système à répondre aux défis socioéconomiques émergents, constituent la principale menace pour le régime**, loin devant l'opposition non-systémique (*Riddle*, 6 octobre 2020).

Selon V. Chemiakine, ancien membre de l'Administration présidentielle et politologue, le Conseil d'État (*Gossovet*) pourrait, après l'adoption de la nouvelle loi régissant ses fonctions, être utilisé pour proposer des projets législatifs impopulaires tout en préservant l'image du Kremlin. Son agenda sera largement défini par le président russe. Néanmoins, il pourrait s'autonomiser en cas d'affaiblissement du chef de l'État, qui ne peut pas le dissoudre. K. Kostine, directeur de la Fondation de Développement de la société civile, estime pour sa part que **l'institutionnalisation du Conseil d'État permettra à V. Poutine de disposer d'une structure loyale y compris en cas de compétition intra-élitaire**. Le pouvoir réel du *Gossovet* reste incertain et dépendra avant tout de l'influence individuelle de ses futurs membres (*Kommersant*, 15 octobre 2020, *Kommersant*, 19 octobre 2020).

O. Kachine, de *Republic*, observe que le directeur du Service du renseignement extérieur (SVR) est de plus en plus visible sur la scène politique russe. **S. Narychkine**, qui a sensibilisé V. Poutine aux questions liées à la mémoire de la Seconde guerre mondiale et entretient de ce fait un lien particulier avec lui, **apparaît aujourd'hui comme le favori du président russe, voire son successeur potentiel**. Son ascension pourrait aussi préfigurer un renforcement du SVR au détriment du FSB (*Republic*, 7 octobre 2020).

## Contexte stratégique

Selon I. Timofeïev, pour répondre à la décision américaine d'imposer des sanctions aux pays vendant des armes à Téhéran, **Moscou et Pékin pourraient coordonner leurs politiques en matière de coopération militaro-technique avec l'Iran, et appliquer des sanctions économiques unilatérales conjointes contre les États-Unis** (*Club Valdai*, 1<sup>er</sup> octobre 2020).

## Espace postsoviétique

D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, estime que **la Russie doit revoir sa stratégie à l'égard de ses partenaires postsoviétiques**. Premièrement, elle doit réaliser un « audit » des contextes politiques nationaux, qu'elle ne semble plus en mesure de comprendre, et s'adresser à une pluralité de forces politiques dans chaque pays. Deuxièmement, elle doit défendre ses intérêts et cesser de gaspiller ses ressources en contrepartie d'une loyauté illusoire. Pour cela, elle ne doit pas chercher à maintenir son statut de puissance dominante de la zone mais favoriser les coopérations *ad hoc* (lutte contre le terrorisme avec les États centrasiatiques par exemple). Troisièmement, compte tenu du déficit de main-d'œuvre dont souffre la Russie, son objectif doit être moins de contrôler des territoires (Donbass, Transnistrie) que d'attirer des travailleurs qualifiés, qui deviendront des citoyens russes de plein droit. Enfin, dans le contexte du Haut-Karabagh, Moscou n'a pas d'intérêt à intervenir militairement en faveur de

---

## Points clés

- Les troubles politiques dans l'« étranger proche » ne sont pas fomentés par l'Occident (qui n'en a plus les moyens), mais marquent la fin naturelle de l'ère postsoviétique.
  - Pour retrouver une dynamique après le Covid-19, l'Union économique eurasiatique, qui n'est pas en mesure de répondre à la crise, devra se doter d'une dimension politique et humanitaire.
  - La transition du pouvoir à Minsk doit être accélérée dans l'intérêt des relations russo-bélarusses.
- 

l'Arménie, mais doit se positionner en médiateur (*Kommersant - Ogoniok*, 21 septembre 2020).

Selon le politologue D. Evstafiev, du Haut collège d'économie, **la Russie devrait tracer trois « lignes rouges » vis-à-vis des autres pays eurasiatiques** : 1) **la présence d'organisations terroristes** dans ces pays, qui appelle une réponse immédiate de Moscou ; 2) **la conduite de politiques antirusse** ou le soutien aux forces antirusse, comme dans l'Arménie de Pachinian ; 3) **une présence militaire étrangère** dans ces pays, à laquelle Moscou doit répondre par des sanctions économiques (*Aktoualnye Kommentarii*, 13 octobre 2020).

Pour A. Vorobiev, de l'Institut des études orientales de l'Académie des sciences, **les effets de la crise sanitaire exacerbent les difficultés de l'Union économique eurasiatique**. L'intégration économique régionale est déjà limitée : hormis le Bélarus, les Etats réalisent la plus grosse part de leurs échanges avec des pays extérieurs à l'organisation (par exemple, ceux-ci représentaient 92 % pour la Russie et 71 % pour l'Arménie en 2019). En outre, le potentiel des institutions financières de l'Union économique eurasiatique est insuffisant ; pour surmonter la crise, les pays devront probablement se tourner vers des créanciers occidentaux ou asiatiques. De fait, **l'économie ne peut plus constituer le moteur principal de l'intégration régionale. Les volets politique et humanitaire doivent être renforcés**, avec pour objectif de soutenir la stabilité politique et de prévenir les conflits entre les membres (*Russian International Affairs Council*, 7 octobre 2020).

F. Loukianov, rédacteur en chef de *Rossia v Globalnoi Politike*, estime que l'affaiblissement de l'Occident ne permet plus à celui-ci de jouer un rôle déterminant dans l'évolution politique des pays postsoviétiques. Par conséquent, **les changements et crises politiques en Eurasie ne doivent pas être interprétés comme le résultat de manœuvres occidentales dirigées contre la Russie**. Ils constituent l'aboutissement logique de la sortie du « post-soviétisme ». Cette situation devrait conduire à un assouplissement des liens de Moscou avec ses partenaires régionaux, avec certaines limites. Ainsi, sur la question spécifique du Bélarus, **la Russie ne pourrait accepter un « Maïdan bélarusse »** car cela nuirait à ses intérêts. Son objectif est de stabiliser la situation pour remplacer A. Loukachenka. Le temps joue toutefois contre Moscou : **plus les troubles se poursuivent, plus la perspective d'une transition douce s'éloigne** (*Kommersant - Ogoniok*, 21 septembre 2020).

## Bélarus

E. Korenev, professeur à l'université de Saratov, estime qu'**en cas de renversement du régime bélarusse, de nouvelles autorités de tendance pro-occidentale et réformatrice pourraient s'imposer**, aidées par des agents de diversion (*diversanty*) lituaniens, polonais et ukrainiens qui s'en prendraient aux partisans d'A. Loukachenka. La rupture politico-militaire avec Moscou serait progressive, le pays se retirant, dans un premier temps, de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) pour se rapprocher de l'OTAN. **Une évolution sur le modèle de l'Arménie, centrée sur la politique intérieure et sans dimension anti-russe ou pro-occidentale, serait également possible** en l'absence d'ingérence extérieure. Enfin, si le président bélarusse parvient à se maintenir au pouvoir, il fera face à des tentatives de déstabilisation menées notamment par les pays voisins. **La priorité d'A. Loukachenka doit donc être de renforcer la coopération politico-sécuritaire avec la Russie tout en accélérant la transition**, d'atténuer la répression et de sauver l'économie. **Pour Moscou, l'essentiel est de pouvoir compter sur des forces prorusses significatives dans le pays, en particulier au sein de l'armée** (*Russian International Affairs Council*, 13 octobre 2020).

## Haut-Karabagh

### *Aspects militaro-techniques*

L'expert militaire A. Golts considère que **la reprise des hostilités dans le Haut-Karabagh ne permet plus à la Russie de poursuivre sa politique d'armement simultané de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan** : l'argument de la dissuasion mutuelle

---

## Points clés

- La reprise du conflit dans le Haut-Karabagh remet en cause la politique de la Russie consistant à armer l'Azerbaïdjan et l'Arménie pour assurer leur dissuasion mutuelle.
  - Dans le soutien militaire apporté à l'Arménie, l'accent doit être mis sur les moyens de lutte contre les drones.
  - Il est probable que le conflit du Haut-Karabagh évolue vers une guerre de position. Cette phase devrait favoriser la reprise des négociations. Les options comme l'instauration d'un statut transitoire spécial pour la république séparatiste doivent être réétudiées.
- 

n'opère plus. Toute livraison directe et officielle d'armes vers un pays se retournerait contre Moscou. Pour R. Poukhov, du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST), **la Russie ne sera de toute manière pas en mesure de rééquilibrer les capacités des belligérants**. Le succès de l'armée azerbaïdjanaise est dû à l'utilisation de moyens modernes de renseignement et de désignation de cibles ; or, la Russie peut exporter certains types de ces équipements vers l'Arménie, mais contrairement à la Turquie qui soutient militairement l'Azerbaïdjan, elle ne dispose pas de drones de combat (*Nezavisimaïa Gazeta*, 11 octobre 2020).

Pour M. Khodarenok, de *Gazeta.ru*, deux raisons expliquent l'incapacité des troupes arméniennes à se défendre contre les attaques de drones malgré la présence de véhicules antiaériens *Pantsir*. Premièrement, **le *Pantsir* exige une maîtrise technique et doit s'intégrer dans un dispositif de défense antiaérienne bien défini**, et ne peut pas être utilisé de façon anarchique par des forces irrégulières. Deuxièmement, **il n'est pas conçu pour une utilisation contre les drones. Pour lutter contre ces derniers, il faudrait intensifier l'utilisation des armes radio-électroniques** et développer des armes lasers et un système automatisé capable de détecter et de détruire les cibles dans des délais extrêmement courts. Pour leur part, des journalistes de *Voïenno-Promychnyyi Kourier* pointent la vulnérabilité des armes radio-électroniques, qui constituent des cibles facilement détectables du fait de leur rayonnement. Moscou devrait plutôt concevoir des drones anti-aériens et en fournir à l'Arménie (*Gazeta.ru*, 22 octobre 2020, *Voïenno-Promychnyyi Kourier*, 20 octobre 2020).

### *Perspectives de règlement politique*

S. Markedonov estime que **le conflit dans le Haut-Karabagh évoluera probablement vers une guerre de position**, ou une « guerre d'usure », dramatique pour les économies des deux camps. En parallèle, les pressions diplomatiques extérieures devraient s'intensifier et favoriser la reprise des négociations, entraînant une accalmie jusqu'à la prochaine crise (*Press-Klub Sodroujestvo*, 30 septembre 2020).

V. Naoumkine, membre de l'Académie des sciences de Russie, estime que l'issue la plus vraisemblable au Haut-Karabagh est un retour au *statu quo ante*, c'est-à-dire à un nouveau gel du conflit. Un contingent armé russe pourrait garantir la paix dans la zone de contact. Pour obtenir un règlement politique durable du conflit, **il serait pertinent de relancer le projet de règlement défini par le Groupe de travail sur les conflits régionaux** (2001-2007) dans le cadre de la Conférence de Dartmouth. Celui-ci prévoyait d'accorder au Haut-Karabagh un statut transitoire spécial, qui aurait été instauré dans un premier temps dans une « région pilote » après retrait des forces arméniennes (*Club Valdai*, 8 octobre 2020).

Pour A. Kortounov, directeur général du RIAC, la reprise du conflit met en évidence un double échec de Moscou à l'égard de l'Azerbaïdjan : le manque d'anticipation des renseignements russes sur l'offensive malgré les longs préparatifs, et une sous-estimation de l'irritation de Bakou sur l'impasse politique après des années de négociations infructueuses. **Moscou doit intensifier l'action du Groupe de Minsk et obtenir d'Erevan que les « zones tampons » actuellement sous contrôle des autorités de facto du Haut-Karabagh soient restituées à l'Azerbaïdjan** (*Global Brief*, 4 octobre 2020).

### *Jeu des puissances*

M. Soutchkov, du MGIMO, affirme que **le soutien de la Turquie à l'Azerbaïdjan s'inscrit dans une logique de rétablissement de son influence dans le Caucase du Sud**, avec trois objectifs : permettre un nouvel équilibre en faveur de l'Azerbaïdjan, faire d'Ankara un médiateur incontournable dans la région et instaurer un mécanisme d'interaction russo-turc pour le règlement politique du conflit sur le modèle de la conférence d'Astana pour la Syrie. Or, à la différence de la configuration syrienne, **Moscou dispose de suffisamment de leviers pour influencer la situation dans le Caucase du Sud sans l'assistance du partenaire et concurrent turc**. Pour contrer cette offensive politique d'Ankara, la Russie doit obtenir la cessation des combats entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et renforcer la médiation du groupe de Minsk de l'OSCE

---

## Points clés

- La Russie doit redoubler d'efforts pour parvenir à tout le moins à un cessez-le-feu et porter un coup d'arrêt aux ambitions néo-ottomanes de la Turquie dans le Caucase. Une « conférence d'Astana pour le Haut-Karabagh » n'est pas souhaitable. Moscou doit privilégier le contexte du groupe de Minsk de l'OSCE.

- Une médiation iranienne adjointe à celle de la Russie pourrait se révéler efficace.

---

(*Rossia v Globalnoi Politike*, 1<sup>er</sup> octobre 2020).

Pour l'expert militaire et colonel de réserve Ch. Gareïev, un épuisement des forces arméniennes serait coûteux géopolitiquement pour Moscou. Si Erevan finit par accepter une force de maintien de la paix composée de soldats russes, Bakou, pour sa part, sollicitera probablement la présence de militaires turcs pour garantir le processus de paix, renforçant le poids d'Ankara dans la région (*Nezavisimaia Gazeta*, 6 octobre 2020).

Le politologue G. Mirzayan juge peu probable une victoire azerbaïdjanaise complète au Haut-Karabagh, même avec le soutien effectif de la Turquie : Bakou ne dispose pas de forces suffisantes pour occuper l'ensemble du territoire. Néanmoins, il pourrait engranger des victoires locales. En outre, **même en cas de défaite azerbaïdjanaise, Ankara sortira bénéficiaire du conflit**, par les ventes d'armes et le renforcement des liens avec Bakou. La situation est moins confortable pour **Moscou, confronté à un dilemme stratégique : une défaite militaire d'Erevan menacerait son rôle dans le Caucase, mais un soutien ouvert à l'allié arménien minerait son influence à Bakou**. Le retour au *statu quo* (assorti de mises en garde aux deux parties) et le refus de toute autre ingérence extérieure doivent être les priorités de Moscou (*Snob*, 28 septembre 2020).

N. Chevtchouk, de l'Académie russe d'économie nationale et d'administration publique (RANEPA) souligne le **rôle que pourrait jouer l'Iran comme auxiliaire (et non substitut) de la médiation russe** : son intérêt à maintenir une stabilité à ses frontières garantit en effet sa neutralité. L'inclusion de nouvelles parties (aux objectifs parfois contradictoires) dans les négociations peut toutefois complexifier le processus de règlement (*Russian International Affairs Council*, 3 octobre 2020).

## Moyen-Orient

Dans le contexte de crise dans le Haut-Karabagh, A. Kortounov rappelle les désaccords fondamentaux entre la Russie et la Turquie concernant l'Ukraine et la Crimée. Depuis 2014, Ankara refuse la reconnaissance de l'annexion de la Crimée et n'entend pas renoncer à son rôle de « protecteur » des Tatars de Crimée. En outre, **la Turquie a mené une politique de rapprochement avec l'Ukraine** ces dernières années qui passe par le renforcement de la coopération militaro-technique, *via* la vente de drones à Kiev en particulier. **Le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie rappelle la complexité du jeu russo-turc où les intérêts respectifs divergent fréquemment**, de l'Afrique du nord à l'Asie centrale (*Russian International Affairs Council*, 30 septembre 2020).

## Énergie

Selon S. Kondratiev de l'Institut de l'énergie et des finances, **il est peu probable que la crise politique au Bélarus perturbe le fonctionnement du gazoduc Yamal-Europe**, bien que ce risque soit évoqué dans un récent mémorandum de Gazprom. D'une part, en cas de problème, la compagnie russe pourrait transférer ces flux vers d'autres gazoducs. D'autre part, la future mise en service de Nord Stream 2 est susceptible de diminuer de 20 à 30 % le fret de Yamal-Europe. Le futur accord sur l'exportation de gaz russe à destination du marché bélarusse (2021) n'est quant à lui pas lié à la question du transit. **La volatilité des prix du gaz pourrait amener Gazprom et Minsk à renoncer aux accords à prix fixe** au profit d'une indexation sur les prix du marché (*EvrAzia Ekspert*, 7 octobre 2020).

I. Iouchkov, expert à l'Université des finances du gouvernement russe, considère que **l'entrée en service de la centrale nucléaire bélarusse aura des effets conséquents sur les exportations de gaz russe**. La baisse estimée de 6 milliards de mètres cube annuels conduira probablement Gazprom à réduire sa production. En revanche, les exportations pétrolières devraient être aisément réorientées vers les marchés européens, très demandeurs (*EvrAzia Ekspert*, 16 octobre 2020).

---

## Points clés

- L'instabilité politique et économique fait peser des incertitudes sur les exportations et le transit de gaz russe vers le Bélarus et la Turquie après 2021.

---

V. Likhatchev, du Haut collège d'économie, estime que **la baisse des exportations de gaz russe vers la Turquie en 2020 pourrait n'être que temporaire**. L'année 2021, durant laquelle des accords énergétiques doivent être renégociés, constituera un moment charnière. Une reprise éventuelle dépendra de facteurs endogènes en Turquie (croissance économique, renonciation progressive au charbon) et des capacités de Gazprom à proposer des contrats « à l'européenne » – de court terme et aux conditions plus souples (*Russian International Affairs Council*, 6 octobre 2020).

---

\*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.